



PREFET DE CORSE

Arrêté n °2014321-0001

**signé par
BARRUOL Patrice**

le 14 Novembre 2014

**002- Administrations déconcentrées de Corse- du- Sud
14 - Unité Territoriale DREAL**

Arrêté portant décision d'examen "au cas par cas" pour la réalisation d'un ensemble immobilier de 102 logements sur la commune de SAINT- FLORENT



PRÉFET DE CORSE

DIRECTION RÉGIONALE
DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AMÉNAGEMENT
ET DU LOGEMENT
SERVICE SBEP/DSPEI
Réf n° F09414P031

**Arrêté n° 2014321-0001 du 14 novembre 2014
portant décision d'examen "au cas par cas"
pour la réalisation d'un ensemble immobilier de 102 logements sur la commune de SAINT-FLORENT
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement**

**Le préfet de Corse,
préfet de la Corse-du-Sud,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- Vu le décret du Président de la République du 14 juin 2013 nommant M. Christophe MIRMAND préfet de Corse, préfet de la Corse du Sud ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 22 mai 2012 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté interministériel du 20 juillet 2012 nommant M. Patrice BARRUOL directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse, à compter du 1^{er} novembre 2012 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2013189-0004 du 8 juillet 2013 portant délégation de signature à M. Patrice BARRUOL, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas, préalable à la construction de 102 logements sur la commune de SAINT-FLORENT (Haute-Corse), présentée par la SSCV A Martella et considérée comme complète le 13 octobre 2014 ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé reçu le 16 octobre 2014 ;

Considérant l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire pour son projet :

- qui consiste en la construction de 102 logements, soit un total de 6 776 m² de surface plancher. Les typologies de ces derniers sont de deux types, R+1 ou R+2, répartis en 16 ensembles bâtis. L'assiette foncière du projet avoisine les deux hectares ;
- qui relève de la rubrique 37° de l'annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la sensibilité environnementale du secteur dans lequel s'inscrit le projet :

- au sein d'un site inscrit ;
- en zone littorale et à proximité immédiate d'un site Natura 2000 marin ;
- au sein d'une friche urbaine encadrée par des ensembles d'habitations en face est et ouest et par la route départementale au nord ;

Considérant l'ensemble des objectifs du projet et des mesures environnementales prévues par le pétitionnaire :

- un suivi rigoureux des préconisations de l'architecte des bâtiments de France quant à l'insertion paysagère du projet ;
- les modalités d'intégration architecturale, malgré une densité importante, couplées aux prescriptions demandées par l'architecte des bâtiments de France et ce, dans un milieu semi-urbain ;
- l'utilisation exclusive d'essences locales pour l'ornementation du projet ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRÊTE

- Article 1^{er}** - Le projet de construction de logements faisant l'objet du présent arrêté **n'est pas soumis à étude d'impact**, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.
- Article 2** - La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.
- Article 3** - Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'autorité environnementale
- Article 4** - Le secrétaire général pour les affaires de Corse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur régional de l'environnement, de
l'aménagement et du logement,

Signé

Patrice BARRUOL

Voies et délais de recours

- Recours gracieux :

à adresser à Monsieur le préfet de Corse

BP 401

20188 AJACCIO CEDEX 1

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

à adresser à Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours contentieux :

à adresser au Tribunal administratif de Bastia

Villa Montepiano

20407 BASTIA

(déposé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)